

• AF 447 : les proches des victimes reçus par les juges

Cyrille Louis
24/09/2009



La catastrophe aérienne a coûté la vie à 228 personnes dont 73 Français. Crédits photo : ASSOCIATED PRESS

• Les deux magistrats enquêtant sur le crash du Rio-Paris ne privilégient aucun scénario.

Attentives pour certaines, sceptiques voire carrément déçues pour d'autres, plusieurs dizaines de familles de victimes ont assisté jeudi à la première réunion d'information organisée à Paris par les magistrats en charge de l'enquête sur le crash du vol AF 447. Près de quatre mois après cette catastrophe, qui a coûté la vie à 228 personnes dont 73 Français, Valérie Zimmerman et Yann Daurelle ont notamment exposé la méthode de travail qu'ils entendent adopter pour en reconstituer les circonstances. À ce stade, ils ont indiqué ne privilégier aucun scénario. «Tout ce qu'on sait, c'est que l'enquête va durer très longtemps», a déploré Lionel Alazare, dont l'épouse se trouvait à bord de l'avion. Optimiste, le conseil de la Fédération nationale des victimes d'accidents collectifs, Me Gérard Chemla, a, pour sa part, confié : «Pour l'instant, on a l'impression que le travail a été plutôt bien fait et que les choses avancent.»

Désormais courant dans les procédures judiciaires qui comptent de nombreuses parties civiles - ce fut par exemple le cas pour l'hormone de croissance ou le crash de la West Caribbean -, ce type de réunion vise à assurer aux familles que la justice ne les oublie pas, quand bien même l'instruction se prolonge durant de longues années. S'agissant de l'AF 447, le rendez-vous fixé par les magistrats était d'autant plus attendu que plusieurs victimes ont déjà implicitement mis en doute leur liberté d'action, soulignant l'importance des intérêts en jeu dans ce dossier. Hier, dans la salle des pas perdus du tribunal de Paris, Erika Chabanne lâchait par exemple : «L'enquête piétine et on n'en saura pas plus.» Non loin, Me Chemla alertait : «Nous ne voulons pas que l'on vienne nous dire que l'on ne peut pas savoir pourquoi l'avion s'est crashé - sous prétexte que les intérêts du constructeur, de la compagnie ou des pilotes sont en jeu.» Avant même que la réunion ne s'achève, Me Thomas Maier, qui représente l'Association pour la vérité sur le vol AF 447, a pour sa part ostensiblement moqué la démarche des magistrats. «Le souhait principal des victimes n'est pas de savoir comment la gendarmerie travaille ou d'entendre les magistrats exprimer leur compassion», a-t-il ainsi raillé, avant de préciser : «Tout ce qu'ils veulent, c'est comprendre ce qui s'est passé.»

Des parties civiles se montrent prudentes

Tandis qu'en coulisses, quelques avocats jouent manifestement des coudes pour attirer les victimes vers leur cabinet, certaines parties civiles n'hésitent désormais plus à afficher leurs certitudes sur les causes du crash. Hier, le président du Syndicat des pilotes d'Air France (seconde organisation la plus représentative au sein de la compagnie), Gérard Arnoux, a ainsi pointé la responsabilité des sondes Pitot, martelant : «Elles sont clairement la cause de l'accident, même si elles ne suffisent peut-être pas à en expliquer la survenue.» Dénonçant des «négligences», le responsable syndical rappelle que les sondes permettant de mesurer la «vitesse air» d'un avion en vol ont été à l'origine de nombreux incidents sur des Airbus A 320 et A 330 au cours des dix dernières années. «Or, déplore Arnoux, nous n'avons jamais été entraînés à gérer ce type de panne en haute altitude.»

À l'issue de la réunion, nombre de parties civiles préféraient hier se montrer prudentes. Dans son rapport d'étape, le Bureau d'enquête et d'analyse a estimé qu'il était trop tôt pour se prononcer sur les causes du drame.